Déclaration liminaire de l'UNSA-Education au CTSD74 du 25 janvier 2019.

Madame la Directrice académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTA

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la première fois depuis les élections professionnelles de décembre 2018. Ces élections se sont déroulées dans un contexte social et politique particulièrement tendu. Malgré une première journée de scrutin marquée par la défaillance très regrettable du système de vote, la participation est en hausse. Cette hausse témoigne de l'attachement de nos collègues à la représentation syndicale. Dans notre académie, en ce qui concerne le scrutin CTA, **l'UNSA-Education** progresse de 109 voix soit une augmentation de 17% par rapport à notre nombre de voix UNSA en 2014 et de 1.31 points par rapport à l'ensemble des votes exprimés.

Pendant les 4 ans à venir, nous mettrons tout en œuvre pour être à la hauteur de la confiance accordée par nos collègues, et nous serons fidèles à nos principes : le dialogue social, la recherche de l'équité, le devoir de transparence et une visée humaniste.

L'ordre du jour de ce CTSD porte sur la préparation de la rentrée prochaine et plus particulièrement sur la répartition des moyens alloués au département pour le second degré.

En effet, au niveau national, dans le second degré, la récupération de 2085 ETP se fera par une transformation en heures supplémentaires. **L'Unsa-Education** dénonce cet affichage qui fait croire que finalement rien ne change alors qu'il s'agit bien de récupérer des heures postes pour les transformer en heures supplémentaires. Quand le ministre affiche un maintien des moyens d'enseignements, à l'UNSA-Education, nous considérons qu'il masque la réalité qui, pour les élèves comme pour les professeurs, va dégrader les conditions de travail. Mais nous l'avons compris, le dialogue social national n'est pas rompu, il n'a jamais existé : les enseignants, les OS et même le CSE n'est pas entendu. La réforme des lycées l'illustre bien : elle se met en place à la va vite, les programmes sortent sans concertation ni considération des remontées de terrain, et au final, des postes tombent… Des heures sup, encore plus d'heures sup… C'est bien mal considérer voire mépriser le statut d'enseignant et l'engagement des collègues dans leurs missions.

Les enseignants en ont assez : on nous demande toujours plus avec moins de moyens. L' « école de la confiance » mise en avant par notre ministre est un slogan qui a perdu toute légitimité à nos yeux !
Dans notre département, alors que nous devrions accueillir 574 élèves de plus à la rentrée 2019 dans les collèges, c'est seulement 25 ETP qui sont alloués. Mauvais calcul, car les heures allouées ne permettent pas de compenser l'augmentation démographique ! Surtout ces ETP sont attribués à 80% en heures supplémentaires !!! C'est une augmentation exagérée et inédite des HSA qui aura des répercutions détestables dans les établissements.
L'UNSA-Education, syndicat réformiste, favorable à des évolutions et des changements dans l'Education Nationale, exige que ceux-ci ne doivent pas être dictés par des politiques budgétaires.

De plus, nous nous inquiétons de la mise en application concrète des DG dans les établissements.
Avec l'augmentation significative des heures supplémentaires et son corollaire qui sera la diminution des heures postes, les arbitrages au sein des équipes seront complexes et source de tensions. Elle pourrait engendrer des déstabilisations fortes au sein des établissements, alors même que la stabilité de la répartition des moyens permet la stabilité des actions favorables à tous les élèves. Dans ce contexte, nous nous étonnons d'autant plus qu'aucune politique départementale ne soit proposée par la DSDEN comme les années précédentes. Elle permettait de montrer que la DSDEN avait des objectifs pédagogiques et non pas seulement comptable.

Enfin, en lien avec cette DG, l'UNSA-Education rappelle son opposition à la 2ème heure supplémentaire. Couplée à une remise en cause des demandes de temps partiel, l'imposition proposée de cette 2e heure supplémentaire implique une double sanction pour des collègues qui seront obligés d'une part d'effectuer un temps plein mais d'autre part de subir la dotation d'heures supplémentaires. Alors que les études montrent que notre métier souffre d'un déficit d'attraction à cause d'une dégradation des conditions de travail, la solution d'imposition de cette 2e heure n'est qu'une solution court termiste, comme toute solution dictée par des impératifs financiers. Elle va avoir comme conséquence de dégrader encore plus le quotidien des enseignants et de renforcer les difficultés de recrutement, qui posent déjà aujourd'hui des difficultés à l'administration à placer des enseignants devant tous les élèves. Nous rappelons aussi que le choix de recourir aux contractuels, même si l'on fait abstraction des questions de formation, est problématiques dans notre département avec les difficultés de trouver des ressources humaines. Pour terminer, nous vous demandons comment vous allez pouvoir imposer cette 2e heure supplémentaire, alors même que la loi n'est pas votée.

Pour l'UNSA Education : ***Julien Joly*** et ***Catherine Buisson***